

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji:
KWARTALNIE..... 12 fr.
PÓŁROCZNIK..... 24 fr.
ROZCZNIK..... 48 fr.
NUMER ŚRODOWY... 40 c.
NUMER SOBOTNI... 25 c.

Zagranicą:
ROZCZNIK..... 50 fr.

TELEFON:
TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku) | Paraissant chaque mercredi (en polonais)
i w soboty (po francusku i po polsku) | et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
Paris et Départements:
TROIS MOIS..... 12 fr.
SIX MOIS..... 24 fr.
UN AN..... 48 fr.
NUM. DE MERCREDI 10 c.
NUM. DE SAMEDI... 25 c.

Etranger:
UN AN..... 50 fr.

TELEPHONE:
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Chez nos alliés polonais

Après l'élection présidentielle.

Au cours du discours d'adieu qu'il prononçait dans la grande salle du Belvédère à Varsovie, avant l'élection d'un nouveau Président de la République Polonaise, le maréchal Pilsudski a déclaré :

« Votre choix pour la succession que je laisse vacante doit se porter sur un homme remarquable ayant rendu des services signalés, non pas à la cause d'un parti, mais à la cause de la patrie... Le candidat à la présidence de la République doit savoir concilier sa propre volonté avec celle des autres. Il ne peut pas être un homme d'une doctrine, mais doit penser avant tout à l'intérêt réel de l'Etat et de la nation ».

L'illustre soldat qui tenait ce langage a déjà sa place marquée dans l'histoire. Un lutteur de cette trempe qui a mis son intelligence et ses facultés créatrices au service de sa patrie opprimée et qui fut l'un des grands artisans de sa délivrance, était particulièrement qualifié pour prononcer ces graves paroles. Le maréchal Pilsudski a connu pour sa noble patrie les heures les plus douloureuses. Soutenu par une foi ardente et par une inébranlable confiance dans la résurrection de la Pologne comme Etat politique, il a personnifié la nation aussi bien pendant qu'il organisait ses légions que pendant sa longue et dure captivité dans la forteresse de Magdebourg. Quand, au mois d'août 1920, la Pologne dans un sursaut d'héroïsme repoussait l'invasisseur moscovite, Pilsudski rivalisait d'énergie et de zèle pour secouer le courage des armées polonaises et pour intensifier la résistance nationale contre les hordes rouges. La France qui l'acclamait lors de sa venue à Paris, quand il venait sceller l'alliance franco-polonaise, n'oublie pas que le Président sortant de la République de Pologne a sauvé du communisme de Moscou l'Europe et la civilisation. C'est un titre suffisant pour que le maréchal ait droit à la reconnaissance de ses amis de Pologne et de ses admirateurs de l'étranger et surtout de la France.

Le choix de l'Assemblée Nationale polonaise pour la désignation d'un nouveau chef d'Etat n'a pas démenti les conseils avertis du soldat. Le nouveau président, M. Gabriel Narutowicz, est un Polonais de Lithuanie comme son prédécesseur et ayant comme lui donné déjà de multiples preuves de son sens politique. C'est un ingénieur hydrographe qui a passé sa jeunesse à l'étranger et dont les qualités professionnelles sont tenues en haute estime depuis longtemps dans les cercles scientifiques de France, de Suisse, d'Angleterre et d'Espagne. Désigné, au début de sa carrière politique, pour occuper la délicate fonction de président de la commission internationale rhénane, M. Narutowicz fut ensuite ministre des Travaux Publics dans les Cabinets Grabski, Witos, Ponikowski. Dans le ministère Sliwinski, il devint ministre des Affaires étran-



Gabriel Narutowicz

Président de la République Polonaise.
Prezydent Rzeczypospolitej Polskiej.

gères et conserva ce poste difficile dans le cabinet de M. Nowak, actuellement en fonctions.

M. Narutowicz a déclaré, à plusieurs reprises, que la politique extérieure de la Pologne était et ne pouvait être basée que sur le maintien et sur la consolidation de l'alliance avec la France et que son pays devait participer à la reconstitution économique de l'Europe sur le principe essentiel de la paix internationale.

L'avènement de M. Narutowicz à la première magistrature de l'Etat montre la volonté de la Pologne d'avoir à sa tête un homme de science et d'étude, aussi éloigné de la basse démagogie que des influences occultes.

Il convient donc de saluer en France l'élection du nouveau président polonais comme celle d'un ami sincère et réfléchi de notre pays et aussi comme le triomphe de l'esprit pacifique en harmonie avec l'amour de la justice, du patriotisme et du progrès.

Maurice TOUSSAINT.

EMPRUNT POLONAIS 1920 BONS 4%

111^e tirage d'un million

du 9 décembre 1922

Numéro gagnant : 4.894.862

Les communications entre la France et la Pologne

Pour faire le trajet de Paris à Varsovie, on prend la ligne qui passe par la Belgique, par Cologne et Berlin. On arrive ensuite à la frontière polonaise à Zbaszyn, puis de là par Poznan à Varsovie. Si l'on est riche et si l'on peut offrir le voyage en un train de luxe, avec wagons-lits et restaurant, la durée du trajet est plus courte, et en 30 heures environ on est rendu à Varsovie. Mais si Varsovie n'est pas le but de votre voyage, mais Cracovie, vous utilisez la ligne la plus directe qui passe par Strasbourg, Nuremberg et Prague. Si vous êtes de nationalité polonaise et que vous habitez en France, vous devez vous adresser au consul de votre localité pour avoir votre passeport polonais qui coûte 100 francs.

Muni de ce passeport, vous vous rendez à Paris pour le faire viser. Cette pièce doit, en effet, porter les visa français, allemand et tchécoslovaque. Si vous vous présentez à la Préfecture de Police à Paris sans avoir votre carte d'identité, on vous renvoie tout simplement à la Préfecture de votre département, pour chercher à obtenir cette carte indispensable. Le passeport polonais, revêtu de la signature du consul général polonais, accrédité près du gouvernement français, n'est pas, sans qu'on en sache la cause, une pièce suffisante. Si vous avez le malheur de voyager en famille et si votre fille ou votre fils, durant la période d'attente du passeport, ont dépassé leur seizième année, vous êtes de nouveau obligé de faire des démarches pour leur obtenir des cartes d'identité qui mettent parfois six mois et même plus à venir. Il paraît qu'un enfant de moins de 16 ans peut voyager sans carte d'identité, mais une fois 16 ans accomplis, cette carte lui est d'absolue nécessité...

Si, terrifié à la pensée d'un voyage de retour vers la Préfecture que vous venez de quitter et de l'entretien de votre famille à Paris durant la période des cartes, vous suppliez la Préfecture de Police de vous indiquer une autre solution, on vous renvoie au Ministère de la Justice. Là, ayant frappé à toutes sortes de portes et ayant piétiné des heures durant dans les salles d'attente, on vous annonce tout à coup que votre cas ressort de la compétence du Ministère de l'Intérieur. Mais tous les Ministères étant, à ce moment, déjà fermés, vous êtes obligé d'attendre, dans une incertitude très énervante, jusqu'au lendemain matin. Le lendemain vous recommencez votre course de ministère en ministère, pour apprendre finalement, que vous pouvez revenir à la Préfecture de Police et que le visa vous sera donné sans carte d'identité.

Les Français sont toujours excessivement aimables, gracieux et gentils. Ils vous souhaitent bon voyage, ils vous demandent des nouvelles de votre patrie, ils désirent, de tout cœur, que vous n'y soyez surtout pas... mangé. Mais ne pourrait-on pas simplifier les exigences pour les passeports et les visa ?

Enfin, votre passeport tout recouvert d'une innombrable quantité de signatures illisibles et de cachets plus ou moins visibles, vous prenez, à la gare de l'Est, le train pour Strasbourg et la frontière allemande. Et quel calvaire que le passage d'une frontière maintenant ! Toutes se valent. Si c'est en Belgique, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en France ou en Pologne, vous êtes obligé de descendre de votre train, chargé de toutes vos valises. Puis vous devez faire la queue dans une gare infecte, devant des guichets tellement étroits, qu'une fois engagé, poussé par ceux qui vous suivent, dans un couloir d'un mètre de large, vous ne pouvez plus ni avancer ni reculer, ni surtout présenter votre passeport à toutes sortes d'individus plus ou moins aimables, qui l'exigent. Tenant d'une main votre sac et de l'autre votre valise, il vous faudrait une troisième main pour tirer de votre poche et le présenter le fameux passeport, qui vous a coûté tant de peine. Ce n'est qu'avec des prodiges d'adresse et d'acrobaties que, bousculé, piétiné, vous sortez de ce labyrinthe, où la mort par étouffement ou asphyxie vous guette. Si l'on conduisait ainsi à l'abattoir des troupeaux de bœufs, les sociétés de protection des animaux auraient raison de s'émouvoir et de défendre ce spectacle.

Le traité de Versailles a créé beaucoup de nouveaux Etats. Les gares frontières ont été bâties à la hâte et provisoirement. Ne pourrait-on pas remplacer ces bâtiments par des gares confortables, qui rendraient les relations entre deux pays beaucoup plus agréables. La façon dont les voyages sont actuellement organisés, pour les bourses moyennes, ne peut inspirer qu'un désir à celui qui arrive de Paris à Cracovie, qui domine toutes les autres impressions de voyage et qui peut se résumer par ces mots : « On ne m'y reprendra plus ! »

C. de Izycki.

BULLETIN

(Agence Télégraphique de l'Est.)

« Ajencja Telegraficzna Wschodnia »
8, avenue Montaigne.

L'élection du Président de la République.

L'Assemblée Nationale s'est réunie à 14 h. 30 pour procéder à l'élection du Président de la République. Du nombre total de 555 membres de la Diète et du Sénat réunis, 541 étaient présents.

Selon la constitution polonaise, le Président de la République est élu pour 7 ans à la majorité absolue des voix. Si la majorité n'est pas atteinte, on procède successivement à des scrutins ultérieurs ; à partir du troisième scrutin sont éliminés les candidats ayant obtenu le moins de voix. Cinq candidatures ont été présentées, à savoir :

1° M. le comte Zamoyski, ministre de Pologne à Paris ;

2° M. Baudouin de Courtenay, professeur à l'Université de Varsovie ;

3° M. Wojciechowski, ancien ministre de l'Intérieur ;

4° M. Narutowicz, ministre des Affaires étrangères ;

5° M. Daszynski, leader du parti socialiste, ancien vice-président du Conseil.

Les scrutins successifs ont donné les résultats suivants :

1^{er} scrutin : Zamoyski 222 ; Wojciechowski 105 ; Baudouin de Courtenay 103 ; Narutowicz 62 ; Daszynski 49.

2^e scrutin : Zamoyski 228 ; Wojciechowski 152 ; Narutowicz 151 ; Baudouin de Courtenay 10 ; Daszynski 1.

3^e scrutin : Zamoyski 228 ; Narutowicz 158 ; Wojciechowski 150 ; Baudouin de Courtenay 5.

4^e scrutin : Zamoyski 224 ; Narutowicz 171 ; Wojciechowski 146.

5^e scrutin : Narutowicz 289 ; Zamoyski 227. Après le dernier tour de scrutin, vers 8 heures du soir, le Président de l'Assemblée annonça que M. Gabriel Narutowicz a été élu premier Président de la République Polonaise par la majorité absolue de 289 voix contre 227, données en faveur du comte Zamoyski.

Aussitôt après, la séance a été levée et M. Rataj, président de la Chambre, accompagné de M. Trompczynski, président du Sénat, et de M. Nowak, président du Conseil, se sont rendus chez M. Narutowicz, afin de lui notifier la décision de l'Assemblée Nationale et de lui demander son consentement. A neuf heures on a fait connaître la réponse affirmative de M. Narutowicz.

La première déclaration de M. Narutowicz.

Dans un entretien avec les journalistes M. Narutowicz a fait en sa qualité de Président de la République la première déclaration publique :

« En faisant face, a-t-il dit, aux lourdes obligations de la charge qui m'incombe, je considère comme mon premier devoir d'observer les principes d'une justice et d'une impartialité inébranlables à l'égard de tous les citoyens sans distinction. Je me propose de suivre, en exerçant le pouvoir, les conseils de mon prédécesseur, le maréchal Pilsudski, tâchant d'atténuer les divergences entre les partis, tout en restant indépendant de toute influence politique, et fidèle aux idées républicaines et démocratiques. »

Le président Narutowicz a déclaré ensuite, qu'il est décidé de charger le cabinet actuel, aussitôt après sa démission, d'exercer le pouvoir jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement.

Les commentaires de la presse.

En commentant l'élection de M. Narutowicz, M. Delagneau écrit dans le « Journal de Pologne » :

« L'élection de M. Narutowicz à la Présidence de la République Polonaise trouvera un accueil favorable en France. L'activité de M. Narutowicz au poste de ministre des Affaires étrangères, et avant tout sa politique rigoureusement pacifique, appuyée sur l'alliance avec la France y est honorablement connue ; elle ne tardera pas, en sommes-nous persuadés, de se manifester dans l'activité ultérieure du premier magistrat de la Pologne. »

La notification du Sénat polonais.

Le bureau présidentiel du Sénat vient d'être chargé, par une décision unanime des sénateurs, d'exprimer de leur part un salut fraternel à tous les membres des Hautes Assemblées des pays alliés, ainsi que de leur notifier la constitution et l'ouverture des travaux parlementaires du Sénat polonais.

La production houillère haut-silésienne.

La production du charbon en Haute-Silésie polonaise, du 6 novembre au 12 novembre, s'élève à 466.621 tonnes, la production journalière a été donc de 70.770. Elle a été répartie de la façon suivante :

Palatinat Haut-Silésien.....	164.085	
dont : exploitation		148.985
consommateurs privés		15.100
Autres provinces polonaises... ..	89.419	
Étranger	231.765	
dont : Allemagne		171.210
Autriche		43.298
Tchécoslovaquie		7.047
Hongrie		6.598
Mémo.		970
Roumanie		15
Suisse		803
Italie		1.415
Yougoslavie		99
Danemark		188
Suède		120

La production houillère haut-silésienne.

Selon les données de l'Office statistique central, la production houillère en Haute-Silésie polonaise, pendant l'année 1921, a atteint 22.092.970 tonnes, réparties de la façon suivante entre les différents districts miniers :

Katowice.....	8.592.811
Koenigsbuelle	8.161.391
Tarnowitz	1.183.592
Rybnik	4.755.173

L'importation et l'exportation du charbon.

Il résulte des données qui viennent d'être publiées par l'Office statistique polonais, que pendant le premier semestre de l'année 1922 les importations du charbon ont diminué de 45 %, par rapport au semestre précédent, par contre les exportations ont augmenté de 61 %.

Les exportations du sucre.

Selon « L'Express du Matin » plusieurs grandes banques de Varsovie auraient engagé des démarches relatives à l'exportation du sucre polonais. La « Banque de Commerce » de Varsovie et la Banque « Cukrobank » de Poznan en particulier auraient entamé des négociations avec des missions norvégiennes et suédoises pour l'exportation de 6.000 tonnes de sucre.

Le même journal fait observer que le sucre polonais revient aux pays scandinaves beaucoup meilleur marché que le sucre anglais.

Les impôts.

Le Ministère des Finances apportera prochainement certaines modifications aux modalités du payement de l'impôt industriel ; l'impôt sur le revenu serait remplacé notamment par l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Le Ministère compte obtenir sur cette voie une augmentation considérable de recettes.

ECHOS ARTISTIQUES

A la Salle Pleyel, 22, rue Rochecouart (Métro Cadet), Centenaire de César Franck : Festival par invitations en matinée, le samedi 23 décembre 1922, à 4 heures de l'après-midi, à la Gloire de **CÉSAR FRANCK**, donné par M^{lle} Suzanne d'Astoria Jackowska, Cantatrice de l'Opéra de Monte-Carlo, du Royal Albert Hall de Londres, des Concerts Spirituels de la Sorbonne ; M^{lle} Marie Prestat, Dernier Prix d'Orgue et d'Improvisation de la Classe de César Franck (11 fois Lauréate du Conservatoire de Paris, Premier Prix de Piano d'Accompagnement, Fugue et Contrepoint) ; et le Comte E. de Launay, Conférencier ; avec le concours de M^{me} M. Jordan-Couée, Harpiste, Prix d'Excellence du Conservatoire de Paris ; M^{me} Tonery-Flornoy, Organiste ; Irène de Lipska, Danseuse Étoile Polonaise. Médaille d'Or de Dalcroze ; M. A. Mustel ; M. Léo Lafleurance, Flûte Solo de l'Opéra, Professeur au Conservatoire de Paris.

Invitations : Fautouils numérotés, 5 fr. par place pour tous droits. — Autres invitations : 3 fr. pour tous droits. Prière de s'adresser pour les invitations : Maison Pleyel, 22, rue Rochecouart, Tél. Trudaine 07-89-33-27 et chez M^{lle} Suzanne d'Astoria, 26, rue Washington (8^e).

Chambre de Commerce franco-polonaise.

Les bureaux de la Chambre de Commerce franco-polonaise de Paris sont transférés, à partir du 15 décembre 1922, 5, rue Godot de Mauroy, Paris (9^e). Téléphone : Louvre 11-86.

Cours de Polonais

« Les Amis de la Pologne » donnent à la Sorbonne des cours de polonais, pratiques et gratuits.

S'adresser à leur Secrétariat Général, 26, rue de Grammont, Paris (2^e).

Do naszych Prenumeratorów!

Bądźcie współpracownikami «Polonii»!

Wychodząc z założenia, że od Nowego Roku *Polonia* zamierza wychodzić trzy razy na tydzień, postanowiliśmy rozszerzyć znacznie dział redakcyjny. Na pierwszym miejscu w tym dziale powinna się znaleźć stała rubryka z życia naszego wychodźstwa robotniczego we Francji, ze wszystkich 3 głównych środowisk wychodźczych, t. j. północnej, środkowej i południowej Francji.

Dział ten może być należycie wyzyskany jedynie przy pilnym współpracownictwie samego wychodźstwa polskiego.

Dlatego zwracamy się do Was, nasi Prenumeratorzy i Czytelnicy, z gorącym wezwaniem o współpracownictwo w *Polonii* w postaci korespondencji i artykułów stale nam nadsyłanych. W każdej miejscowości, gdzie mieszka najdrobniejsza grupa polskich robotników, powinien się znaleźć bodaj jeden chętny taki współpracownik, w środowiskach liczniejszych, liczymy na cały szereg robotników, którzy nam swej pracy nie odmówią.

O czym i jak pisać?

Tematem korespondencji powinny być przede wszystkim trzy główne działy:

1. Życie zorganizowane wychodźstwa polskiego, a więc wszystko, co się tyczy: zawiązania nowego towarzystwa, zebrań, konferencji, wieców, zjazdów, celem czy to wyboru nowego zarządu, czy omówienia takich a takich spraw wychodźstwa, wreszcie wszelkich obchodów, bądź lokalnych (rocznica założenia towarzystwa i t. p.), bądź rocznica ogólnonarodowa (rocznica listopadowa, styczniowa i t. d.).

W tym dziale nasze wychodźstwo robotnicze, poczuwając się od pierwszej chwili do obowiązku, nadsyłało nam naogół dosyć regularnie takie sprawozdania, bardzo często z dołączeniem fotografii. Jedne i drugie umieszczała *Polonia* zawsze możliwie szybko. (Obecnie przestaliśmy umieszczać ilustracje, bo wyczerpał się zapas nadesłanych nam fotografii. Czekamy na dalsze).

Przy trzyrazowym wychodzeniu na tydzień, wszelkie sprawozdania, a zwłaszcza wszelkie komunikaty będą mogły być umieszczane oczywiście tem szybciej.

2. Drugim tematem, to wszystkie wypadki t. zw. nadzwyczajne z życia naszego wychodźstwa, wypadki z życia prywatnego, ale obchodzące ogół polski, a więc: urodziny, zaślubiny, wesela, wypadki śmierci, nieszczęśliwe wypadki przy pracy, katastrofy, wypadki kryminalne i t. d.).

Ten dział był u nas bardzo słabo uwzględniony, a to z powodu winy naszego wychodźstwa. A tymczasem te około 70.000 wychodźstwa polskiego we Francji powinno tworzyć jedną wielką rodzinę, a te wszystkie zdarzenia z życia codziennego powinny obchodzić ogół wychodźstwa.

I jeszcze jedno. Wychodźstwo robotnicze polskie we Francji powołane jest do odegrania wielkiej roli, o której parę razy już wspominaliśmy coś niecoś, a do której to kwestji powrócimy jeszcze niejednokrotnie. Dla przyszłego historyka polskiej emigracji zarobkowej we Francji roczniki *Polonii* powinny być pierwszorzędnym, możliwie bogatym źródłem historycznym, które mu pozwoli odbudować dzieje tej emigracji. I dlatego *Polonia* powinna być możliwie wiernym i dokładnym obrazem całego, pełnego życia teje emigracji. Tem też kierując się, ogłaszamy od szeregu miesięcy owe Listy nowych przybyszów robotniczych polskich do Francji, jako pierwszorzędny materiał nie tylko dla współczesnej emigracji, którą interesuje żywo każdy świeży towarzysz, ale równocześnie jako nieocenione źródło badań dla przyszłych tej emigracji historyków.

3. Trzecim tematem, który powinien znaleźć bardzo obszerne uwzględnienie w stałych korespondencjach polskiego wychodźstwa, to wszystkie tego wychodźstwa potrzeby, żądania, braki, niedomagania, wogóle najdokładniejsza, by się tak wyrazić, spowiedź ze wszystkiego, co to wychodźstwo boli.

Dział ten jest i najważniejszym a równocześnie i najtrudniejszym. Dlaczego pomówimy o tem poniżej.

Przypomniałszy, co należy uwzględniać w korespondencjach, czyli, co należy pisać, postawmy teraz drugie pytanie bardzo ważne, jak należy pisać?

Zasadniczym i pierwszym warunkiem jest jasność, zwięzłość i krótkość.

Drugim warunkiem jest sumiennosc i ostrożność. Zbyteczną jest rzeczą dowodzić obszernie, że w korespondencji, której treścią jest jakieś zdarzenie, dotyczące osobiście, zwłaszcza tego, który je opisuje, jest bardzo łatwo popaść w rozdrażnienie, przesadę i niesprawiedliwą ocenę. Tem się też tłumaczy, że bardzo rzadko umieszczaliśmy korespondencje o zajściach kryminalnych, o niedomaganiach i brakach robotniczych. Korespondencja taka spada na odpowiedzialność zarówno jej autora, jak i na pismo, które ją umieściło. I dlatego we wszelkich korespondencjach, gdzie zawarte jest oskarżenie czy to jednostki, czy władzy, czy n. p. kompanji i t. d. zalecamy jaknajwiększy spokój, rozagę i przede wszystkim możność powołania się w każdym takim wypadku na świadków, na fakty, które można stwierdzić. Lekkomysłność byłaby tu bardzo szkodliwa i karygodna.

Obowiązek i Korzyści takiego współpracownictwa.

Chcąc zaprzędz nasze wychodźstwo robotnicze do tej stałej współpracy, uważamy za wskazane przypomnieć jeszcze raz, że im lepiej z niego się wywiąże, tem będzie miało lepszy, wierniejszy i dokładniejszy obraz wszystkiego, co się wśród emigracji zarobkowej dzieje.

Robotnicy! *Polonia* Waszym jest organem, Waszem jest prawem, aby wszystkie Wasze głosy słuszne umieściła, ale i Waszym obowiązkiem z drugiej strony, aby jej nie zabrakło ani w jednym numerze wiadomości z każdego zakątka we Francji, gdzie jeno mieszka polska grupa wychodźstwa, bodaj najszczuplejsza.

A teraz w końcu jeszcze jedno słówko. Taka stała współpraca przyczyni się w wysokim stopniu do waszego wyrobienia obywatelskiego, bo trzeba się dobrze zastanowić, nim się zabierze głos publicznie (na mównicy tak samo jak w piśmie), a zabrawszy go, trzeba umieć wypowiedzieć się jasno, zwięzle, zrozumiale, a w wydaniu sądu trzeba umieć zachować spokój, a przede wszystkim poczucie miary i sprawiedliwości.

Aby Was zachęcić do takiej wytrwałej pracy, tytułem takiej zachęty, *Polonia* każdemu ze swych współpracowników, którego zostanie ogłoszonych pięć korespondencji czy artykułów (podpisanych czy prawdziwym nazwiskiem, czy pseudonimem na życzenie) rzuca do wyboru jedno dzieło znanego autora (Reymonta, Żeromskiego i t. d.).

A więc, nie zwlekajcie, aby od Nowego Roku każdy numer *Polonii* zawierał bogaty dział korespondencji ze wszystkich ognisk polskiego wychodźstwa robotniczego we Francji.

MEMENTO

Znak zapytania.

Niektóre pisma paryskie, z wtorku i środy podały pod tytułami: «Rozruchy w Warszawie» albo «Wrogie manifestacje przeciw Prezydentowi Narutowiczowi» następującą wiadomość:

«Stronnictwa prawicowe, niezadowolone z porażki, poniesionej przy wyborze Prezydenta, prowadzą bardzo ostrą kampanję przeciw nowemu Prezydentowi Rzeczypospolitej. Wszyscy posłowie sejmowi z prawicy nie przyszli na posiedzenie Sejmu.

«Aby nie dopuścić do zebrania Zgromadzenia Narodowego, studenci nacjonalisci (narodowodemokratyczni) pod wpływem pewnych menetrów antysemitycznych zorganizowali manifestację na ulicach, prowadzących do pałacu Parlamentu.

«Poturbowano wielu posłów i senatorów, udających się na uroczystość złożenia przysięgi przed nowego Prezydenta.

«Wynikły starcia między studentami a grupami robotników. Z obydwu stron jest wielu rannych.

«Na skutek tych zajść prefekt policji został złożony z urzędu. Minister spraw wewnętrznych podał się do dymisji, która została w tej chwili przyjęta przez Prezydenta Rzeczypospolitej.

«Kierownicy stronnictw prawicowych wydali odezwę, zachęcającą do zachowania zimnej krwi.

«Dzienniki prawicowe wzywają również ludność do powstrzymania się od jakichkolwiek manifestacji, mogących zakłócić porządek publiczny.

Jedno z pism paryskich (*Intranstgeant*) podało wiadomość, że tłumy wznosiły okrzyki na cześć hr. Zamoyskiego, «polskiego Mussoliniego».

Podobno miały się one odnosić do hr. Adama Zamoyskiego, popularnego prezesa Zjednoczenia Stowarzyszeń Polskich.

W chwili, gdy to piszemy, brak jakichkolwiek pism krajowych z wiadomościami o tych zająściach.

Gytujemy je z obowiązku dziennikarskiego, na odpowiedzialność prasy paryskiej, a pod przygnębiającym przecuciem, że tak było istotnie, i pod wrażeniem, że owe odezwy kierowników i dzienników prawicowych, wzywające o spokój, o ile nie są pozbawione szczerości, oby nie były spóźnione.

Mimowoli przychodzi na myśl, że brakło w Warszawie owej «ciężkiej ręki» Piłsudskiego, o której b. Naczelnik Państwa wspominał w swem przemówieniu poniedziałkowym. K. MIR.

Mowa Naczelnika Państwa Marszałka Józefa Piłsudskiego

wypowiedziana dnia 4 grudnia w sali posiedzeń Prezydium Rady Ministrów wobec członków Klubów centrolewicowych (Piasta, Wyzwolenia, N. P. R. i P. P. S.) oraz gabinetu in corpore z premierem Nowakiem na czele.

Szanowni Panowie!

Zacznę od podziękowań. Przedewszystkiem należą się one gospodarzowi domu p. Prezydentowi Ministrów. Obarczyłem go tym zebraniem, gdyż nie miałem innego wyjścia. Sejm na razie jest zamknięty, Belweder, gdzie sam jestem gospodarzem, nie należy już w tej chwili do mnie i oczekuję innego, który może nie będzie zadowolony z moich praktyk. Stałem na gruncie neutralnym, gdzie gospodarz domu ma pewne obowiązki wobec mnie i żałuję, jeśli z tego powodu ma przykrości. Dziękuję zatem Panu Prezydentowi Ministrów.

Dziękuję też Panom, którzy zechcieli czy to jako poszczególni posłowie, czy też jako przedstawiciele stronnictw przyjść tutaj, by może ze mną próbować szczęścia na dalsze lata. Postanowiłem wystąpić przed Wami jako ekspert. Ekspert dla tej pracy, którą się obecnie zajmujemy przed wyborem Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej. Jestem takim ekspertem jedynym w Polsce, gdyż pełniłem czteroletnią służbę jako przedstawiciel państwa i pomijając nieświadome czy świadome próby rozciągnięcia suwerenności na większą ilość ludzi, miałem tę samą prawie rolę, co przyszły Prezydent Rzeczypospolitej.

Tak jak byłem jeden, będzie jeden również w swej pracy przyszły Prezydent Rzeczypospolitej. Oznacza to, że z urzędu, bez względu na swój charakter osobisty, musi pracować indywidualnie, z koniecznymi wyjątkami takiej metody pracy. Natomiast stykać się będzie w swojej robocie zawsze z grupami zorganizowanymi, znającymi prawo solidarności, obowiązujące wszystkich wchodzących w skład grupy. Nawet Rada Ministrów ma wiążące na zewnątrz prawo, zmuszające do uchwał, obowiązujących wszystkich i do podawania Panu Prezydentowi Rzeczypospolitej faktów dokonanych przez solidarność ludzi związanych z organizacją. Z jednej więc strony jest metoda pracy indywidualnej, z drugiej strony metoda pracy koleżeńskiej. Jest to nieodłączny warunek pracy tak urządzonej i nieuniknionymi są konflikty i tarcia wywołane przez sprzeczności tych dwu metod pracy. Metoda zaś rozwiązywania tych konfliktów i sprzeczności przez Prezydenta Rzeczypospolitej zależy najczęściej od jego osobistego charakteru.

Na charakter więc osobisty baczna należy zwracać uwagę przy wyborze Prezydenta Rzeczypospolitej. Przechodzę do samej pracy. Przedwodnikiem dla przedstawiciela Państwa i Narodu mają być określenia, dane w konstytucjach. Na krótkiej tej, najkrótszej w świecie konstytucji, która była moim udziałem, zatrzymać się długo nie będę, należy ona bowiem do przeszłości. Dla jej charakterystyki zaznaczę, że dopiero wczoraj przy ponownych studiach nad nią dowiedziałem się rzeczy zgola niespodziewanej, nie tylko dla mnie, ale prawdopodobnie i dla Panów. Śmiałem się z tego serdecznie. Dowiedziałem się bowiem, że Naczelnym Wodzem naszej armii nawet podczas wojny, byłem wbrew woli tej krótkiej Pani, która właściwie żądała odemnie, abym i wtedy słuchał jedynie uchwał sejmowych. Dla wojska, będącego w stanie wojny znalazłom jedyny okólnik, który brzmi: «Naczelnik Państwa... jest wykonawcą uchwał sejmowych w sprawach wojskowych». Krótko i jasno. Sejm dowodzi wojskiem.

Dруга konstytucja zawiera dla pracy Prezydenta Rzeczypospolitej o wiele więcej określeń i daje mu na drogę znacznie więcej wskazówek. Przebiegnę tu przed Panami pokrótce główne jej działy, dotyczące się Pana Prezydenta Rzeczypospolitej.

Najczęściej, zgodnie z konstytucją, musi on mieć do czynienia z Panami ministrami. Określone to jest w ten sposób, że on sprawuje rządy, rządzą zaś ministrowie, przyczem on jest nieodpowiedzialnym, odpowiedzialnymi są zaś oni. Sytuacja dla Pana Prezydenta Rzeczypospolitej trudna i niewesoła. Albowiem każda jego czynność jest z racji jego nieodpowiedzialności kontrasygnowana. Znajduje się on tak jak małe dziecko, pod stałą opieką ministrów, że nie użyję tu na serjo żartu, że nawet prywatne moje akty w Belwederze muszą być pod opieką i kontrasygnowane. Zarazem jednak Pan Prezy-

dent Rzeczypospolitej ma sprawować rządy. Ile tu pola dla konfliktu, ile tu pola dla starć i ile tu świadomych lub bezwiednych przeszkód dla pracy Prezydenta Rzeczypospolitej. Rozumiem, że poza Ameryką wszędzie istnieje to samo — a zatem żyć z tem można, a skoro konstytucja nasza tak każe, to i trzeba.

Niechybnie jednak wybrnąć z tego Pan Prezydent Rzeczypospolitej może jedynie za pomocą osobistego wpływu, wpływu dla którego — prawda, nie ma żadnych ograniczeń, ale też i żadnego przymusu, ani dla jednej, ani dla drugiej strony.

Przymus jest raczej po stronie Prezydenta, który musi jednak zgodnie z konstytucją sprawować rządy. Lecz minusem dla niego jest naturalna u uczciwych ludzi obawa, by wpływ jego nie sięgał tak daleko, aby miał znaczenie przymuszania innych do niesienia odpowiedzialności tam, gdzie on sam jest nieodpowiedzialny. W sytuacji takiej Prezydent powinien mieć umiejętność nieledwie kobiecą dotykania duszy Panów Ministrów, intuicyjnie szukając do nich drogi i pozostając zarazem pod codzienną i cogodziną ich opieką.

W sprawie Ministrów, sytuacja w długiej Konstytucji jest naprawiona w porównaniu z krótką, pod jednym względem; a mianowicie pod względem zatławiania kryzysów, tych kryzysów, które mają tak smutną historję w ubiegłej dobie. W długiej konstytucji pozostawione to jest indywidualnej, więc szybszej metodzie Pana Prezydenta Rzeczypospolitej. W tej roli, jak ją określiłem, zegarmistrza, któremu przynoszą do naprawy zegarek, nie przez niego zepsuty, będzie miał pracę łatwiejszą, niż poprzednio ją ja miałem.

I jest to może jedyny realny, nie kobiecy, wpływ Pana Prezydenta Rzeczypospolitej w stosunku do Panów Ministrów.

Jeżeli chodzi o Sejm i Senat, to nie wiem, czy rozmyślnie, czy bezwiednie — przypuszczam, że raczej bezwiednie, praca w tym kierunku została konstytucyjnie usunięta. Przejrzeliśmy uważnie, naczem polegać może, według brzmienia Konstytucji stosunek Prezydenta do Sejmu i Senatu i poza jego wyborem, znalazłem tylko grożące mu kary za zdradę państwa, pogwałcenie Konstytucji i przestępstwa karne. Przypuszczam, że jest to przecenienie. Pod tym względem, Prezydent Rzeczypospolitej jest uzbrojony silniej dla konfliktów i tarć, niż w stosunku do Ministrów, jest bowiem nieodpowiedzialny parlamentarnie przed Sejmem i Senatem. Praca jego więc w tym kierunku może się odznaczać pewną siłą, o ile on zechce. Polegać jednak musi i w tym wypadku jedynie na swoich osobistych zdolnościach wywierania wpływu temi czy innymi drogami.

Przechodzę do najważniejszej określonej pracy Prezydenta Rzeczypospolitej — do reprezentacji. Przypominam sobie, że w młodości miałem zamiłowanie do czytania życiorysów wielkich ludzi. Pomiędzy niemi roilo się w owe czasy od imion królów. Każdy z nich skarżył się na ciężary reprezentacji. Śmiałem się z tego i zostałem ukarany. Ciężary spadły i na mnie. Ciężary te są bardzo duże. Polegają one bowiem na tem, że człowiek rzadko może być sobą. Wszystkie wystąpienia na zewnątrz swego domostwa są otoczone pewną ceremonją, pewnym przymusem w stosunku do siebie, przymusem koniecznym dla pracy reprezentacyjnej. Ale i w codziennej pracy wewnątrz swego domu, przy każdym zetknięciu ze światem zewnętrznym (audjencje, audjencje i jeszcze raz audjencje) Reprezentant Państwa i Narodu w rzadkich wypadkach może być sobą, gdyż reprezentuje wszystkich. I Ministrów, z którymi nie chce lub nie może stać w sprzeczności i niezwykle swobodnie wypowiadający się Sejm czy Senat, i te nieuchwytnie rzeczy, któreimi są tendencje, uczucia, nawet niekiedy sentymenty ogółu. Odrzuć chcę się zastrzedz: Nie mówię tu nie przeciw konieczności reprezentacji. Reprezentacja jest nieodłączną od każdego ugrupowania ludzkiego. Stronnictwa czy partje, gminy, czy miasta, ba nawet kółka ludzi zebranych dla jednego celu, a cóż dopiero państwa szukają zawsze reprezentacji na zewnątrz i to reprezen-

tacji godnie przedstawiającej to, czem jest dana grupa czy organizacja ludzka. Jest to potrzeba, której nie zaspakając nie można, pomimo wszystkie ciężary wkładane na reprezentanta. Dla dźwignia ciężarów reprezentacji na urządzie Prezydenta Rzeczypospolitej potrzeba dwóch rzeczy: Człowieka, któryby umiał godnie mieć te ciężary, zatem człowieka, któremu to łatwo bez walki z sobą samym przychodzi i trzeba drugiej jeszcze rzeczy, pieniędzy, Pieniądzy dla tego, że to kosztuje nieraz słono i że w przeciwnym wypadku reprezentuje się chyba nędzę jak to było moim udziałem.

Nie idzie tu, Panowie, o skargi, gdyż sam tego nie wymagałem, bo pieniądze nie lubię. Może zresztą szukano reprezentanta godniejszego w osobie tych, których bardziej wyposażano, lecz zwracam uwagę i podkreślam, że reprezentacja kosztuje i przyszły Prezydent Rzeczypospolitej w trudnym nieraz będzie postawiony położeniu, gdy nie dla fantazji, lecz dla włożonej na niego pracy, zabraknie mu pieniędzy. W budżecie moim bywałem nieraz bankrutem po jednym wydanym obiedzie urzędowym. Chcę zwrócić uwagę panów na art. 48 Konstytucji, który o reprezentacji mówi znowu, czy przez zapomnienie, czy rozmyślnie, — a wolę przypuszczać że to jest zapomnieniem — ograniczono Prezydenta Rzeczypospolitej do reprezentowania państwa jedynie nazewnątrż, usuwając go zatem od reprezentacji państwa wewnątrz. Artykuł ten brzmi: «Prezydent Rzeczypospolitej reprezentuje państwo nazewnątrż». Pod tym względem określniki konstytucji mojej, to znaczy krótkiej — były mniej ograniczające.

Przechodzę do trzeciej ważnej sprawy, mianowicie stosunku Prezydenta Rzeczypospolitej do wojska. Określniki konstytucyjne, zawarte w artykule 46, godne są uwagi. Prezydent Rzeczypospolitej jest najwyższym zwierzchnikiem sił zbrojnych państwa. Przypomina to mimowoli określenia prawne w stosunku do najbrzydszej strony wojska — do jego przestępstw i zbrodni politycznych, albowiem kodeks karny żąda, by w wojsku był «zwierzchnik» sądowy, któremu daje niezwykle daleko idące prawa i przywileje. Poświęcałem temu zwierzchnictwu bardzo dużo czasu i wiem, że do przyjemności to nie należy, choć nieraz porusza sumienie bardzo głęboko. Zwierzchnictwo sił zbrojnych pozatem stanowi w stosunku do wojska nie, albo bardzo mało: parady, uroczystości czyli zwykłe reprezentacje. Z istotą bowiem wojska związane jest nie co innego jak dowodzenie niem, a zwierzchnik sił zbrojnych pod tym względem nie może mieć żadnych złudzeń. Złudzenia są odjęte przez dalszy ciąg tegoż artykułu, który surowo wzbrania prezydentowi uczestniczenia z podwładnymi w najcięższej próbie dla wojska t. j. — wojnie.

Nie sądzę wobec tego, że nawet zwierzchnictwo sądowe jest mu zapewnione, gdyż nie będąc prawnikiem, nie może oceniać, o ile i w jakim stopniu jest to związane z funkcją dowodzenia.

Ci kawem dla mnie jako dla żołnierza jest to, że konstytucja starannie unika wypowiedzenia choćby jednego słowa o stosunku prezydenta Rzeczypospolitej do wojska podczas pokoju. Art. 46 bowiem mówi tylko o stanie wojny, nie dotykając codziennej pokojowej pracy wojska. Chyba pozostawiono to swobodnej interpretacji przyszłości. Nie chcę zajmować Panów długo wojskiem. Występując przed Wami, Panowie, w mundurze, czuję ten ciężar moralny, wywołany sytuacją sług państwa. Przykro niekiedy być urzędnikiem, najciężej — oficerem.

Przebiegłem jako ekspert główne atrybuty i rodzaje pracy prezydenta Rzeczypospolitej, jak je określa nasza konstytucja. Jest ona niezwykle ostrożna w stosunku do przedstawiciela państwa i Narodu, zostawiając go pod opieką ministrów z jego osobistym indywidualnym wpływem. Personalny i indywidualny wpływ jednak zależy przedewszystkiem od charakteru osobistego wybrańca Narodu. Jak silną jest ta prawda, chcę przedstawić na przykładzie, jedynym dotąd w Polsce — na moim.

Przedewszystkiem krótki podział na okresy: Pierwsze dwa lata wojny — następnie dwa lata pokoju.

Przyznaję się odrazu do błędu, błędu, za który, jak Panowie wiecie, ciężko odpowiedziałem. Zostałem wybrany na Naczelnika Państwa wbrew mojej chęci. Panów zebranych na ul. Wiejskiej wówczas ostrzegałem. Przyjąłem ten urząd w przeświadczeniu, że sejm, zebrany dla opracowania konstytucji, załatwi tę sprawę szybko. Nie przypuszczałem nigdy, że laury sejmu czteroletniego u nas, lub jeszcze dłuższych sejmów, bo jak mi mówiono — aż 7-letnich — będą w naszej historii się powtarzały. Naśladownictwo, co prawda, nie było zastrzeżone. Lecz rozumiałem wtedy, ot tak poprostu — tak, jak prawdopodobnie niejednemu z obywateli naszego Państwa zdrowy sens dyktował, że Naczelnik Państwa i Naczelnny Wódz w jednej osobie podczas wojny — to rzadkie szczęście, czy nieszczęście dla niego i dla tych, co go na to stanowisko postawili. Nie chcę ukrywać, że tę nadzwyczajną władzę, którą miałem w ręku, wyzyskiwałem wówczas w całej pełni nie pytając o to nikogo i nie będąc coprawda przez nikogo o to zaczepiany. Lecz gdy zbliżał się pokój, przejrzałem po raz pierwszy swoją « krótką Panią » i odrazu sobie powiedziałem: Nie mogę. Była ona dla mnie takim niesensem, że nie chciałem nawet studjować jej, jak do tego, niestety, potem zostałem zmuszony.

O stosunku do Sejmu nie chcę wiele mówić, — wpływy tu były małe, z niechęcią spotykane zarówno z jednej, jak i z drugiej strony. Tłumaczenia zaniecham.

Parę słów jeszcze o reprezentacji. Nie będę mówił o pieniądzach, tych nie pragnąłem i na « klatce », jak sytuację moją nazywałem, nie szukałem złoceń. Miałem jednak w roli przedstawiciela Państwa pewne, dość znaczne ułatwienie: dziwna karjera życiowa, błyski, którymi mnie otoczył los, oraz dumna i spokojna głowa wzbudzały powszechną i daleko sięgającą ciekawość. To niechybnie ułatwiało mi olbrzymią moją pracę reprezentacyjną, do której nigdy mnie nie ciągnęło. Natomiast sadzę, że przyszłemu Prezydentowi Rzeczypospolitej trzeba będzie ułatwiać sytuację, a nie utrudniać, jak mnie. W reprezentacji wewnątrz Państwa, która mi nie była zakazana, spotkałem się ze zjawiskiem, które z nieodpartą siłą pozostawiło w moim umyśle głębokie ślady. Tysiące i tysiące spotkań i tyleż rozmów, bez względu na to z kim — bogatym, czy biednym, wykształconym, czy też nie, słabym czy silnym, należącym do organizacji, czy chodzącym luzem — wszędzie jedno i to samo: oczekiwania, że mam władzę tak wielką, iż zmiany głębsze, lub mniejsze zarządzić mogę własną wolą, czy decyzją. Wyznaję: byłem zawsze zażenowany. Jakaś dziwna sprzeczność pomiędzy duchem tych żądań, a pomiędzy istotną sytuacją. Czuję się wobec tych szturmów na bardzo słabej pozycji. Oddaję to wrażenie w całości Panom.

Chcę to powiedzieć dla historii, dlaczego wówczas nie ustąpił. Jedynym powodem i motywem była niechęć do obalenia swego własnego dzieła. Był bowiem u steru państwa rząd, który sam stworzyłem, używając do tego nie tylko wysiłków woli, ale, przyznaję, i wiele sprytu. Przedewszystkiem był to rzadki wypadek, gdy przy rozbiegu ubiegłego sejmu na stronnictwa, udało mi się stworzyć w ciężkiej chwili rząd współpracy wielu stronnictw, poświęcających swoją indywidualność dla wspólnego celu. Nadto udało mi się postawić na czele rządu ludzi, reprezentujących te warstwy, których przy wszelkich wysiłkach w ubiegłym stuleciu brakowało dla realizacji pragnień Narodu. Tym razem stanęły te warstwy w pierwszym szeregu obrońców Ojczyzny, — były uobywatelone. Nie wiem, jak będą rozumować nasze dzieci, lecz ja, urodzony w niewoli, ojców swoich pamiętałem. Nie chciałem choćby tylko przez wzgląd na nich burzyć ich ziszczonych marzeń. Zgodziłem się zostać i przystąpiłem do życiowych studjów nad krótką konstytucją.

Analizę przykładu historycznego przerobię przed Panami, streszczając w mój indywidualny sposób spełnianie funkcji Naczelnika Państwa.

Przedewszystkiem więc co do ministrów. Nie umiałem nigdy wybrnąć z trudności i sytuacji co do sposobu sprawowania rządów za pomocą wpływów. Nie mogłem znieść opieki. Skutki z tego wyciągałem, wyrzekając się jasno i otwarcie inicjatywy w wywieraniu wpływów. Mówiłem każdemu rządowi, który mi się prezentował: « Jesteście, Panowie, odpowiedzialni nawet za mnie — rządźcie więc; ja jestem niczem; jeżeli kto z Panów lub wszyscy razem zapragniecie mego wpływu, powiedzcie to: swoją opinię wy-

rażę; ostrzegam, że nie zawsze będzie to bezpieczne. »

Nie chcę twierdzić, że było to przyjęciem zachęcającym i nie chcę twierdzić, że łatwym było dla pp. ministrów zwracać się do mnie o te wpływy, lecz ze względu na mój charakter tylko w ten sposób wybrnąć z sytuacji umiałem.

Co do opieki nademną panów ministrów, przytoczę charakterystyczny szczegół, że przyjaciel mój od lat wielu, generał Sosnkowski, wytrzymał musiał nieraz ciężkie dla niego burze za to, że chciał za mnie odpowiadać i otaczać mnie najczulszą chociażby, bo przyjacielską opieką. W kwestii wojska nie chcę mówić wobec tego, co powiedziałem poprzednio. Powiem tylko, że nie mogłem wybrnąć z zawilej sprzeczności pomiędzy istnieniem Naczelnego Wodza faktycznie, a nieistnieniem jego w Konstytucji. Nie mogę nie wspomnieć jeszcze o jednej stronie życia reprezentanta Państwa i Narodu przy naszych polskich zwyczajach. Byłem tarczą dla pocisków różnego rodzaju. Więc były tam kwiaty, wyrażające szczerze cześć, podziw i miłość. Były inne również kwiaty, które mnie bardziej, niż wszystko wzruszały. Były niemal dary niesione mi nie jako osobie, lecz jako urzędowi. Szczególnie, gdy mi je nieśli osobiście niechętni, lub nawet wrogowie. Lecz zwyczaj polskie znają i inne polski, mniej pachnące, pociski, na które musi być przygotowany przyszły prezydent Rzeczypospolitej, który może będzie miał mniej spokojne nerwy niż ja. Ja te pociski po żołdacku nazywałem « stinkgranatami », chcącemi zdusić mnie w... zapachu. Jako żołnierz granaty wytrzymuję łatwo i nie robią one na mnie prawie żadnego wrażenia. Pachną, i tyle. Długoletnia niewola zostawiła po sobie rozległe bagna i trzęsawiska. Co do mnie, na polowaniach nawet, gdyby polowano na mnie, chodzę łatwo, bo chód mam lekki, choć rękę nieraz ciężka. Nie grzęznę. Po przejściu bagna oglądam lekko zamoczone nogi i idę dalej. Dość o tem.

Szanowni Panowie. Jak łatwo z całej mojej przemowy domyśliliście się, dziękuję Panom serdecznie za propozycję kandydowania na urząd Prezydenta Rzeczypospolitej. Nie mogę stanąć w sprzeczności z wezwaniem, zawarłem w moim orędziu do sejmu: właściwy człowiek na właściwym miejscu. Nie uważam, żeby moja własnie osoba była właściwą przy tych cechach charakteru, które są nieodłączne od indywidualnej pracy, nakazanej przez Konstytucję.

Proszę wysłuchać rady. Na mnie proszę nie głosować. Proszę wybrać człowieka, któryby miał cięższy chód, lecz lekką rękę. Z bagien i trzęsawisk trzeba się wydobywać. Człowiek o lekkim chodzie przechodzi je za szybko i nie pomaga przez to innym. Natomiast lekka ręka jest potrzebna dla wprowadzenia kompromisu. Kompromis jest nieszczęśliwym słowem. W wielu umysłach łączy się ono z pojęciem zdrady. Tymczasem kompromis jest ściśle związany z istotą demokracji. Polega on bowiem na uznaniu, że nietylko moja wola jednej strony, czy chęć jej jest uprawniona do przejawienia się w Państwie, lecz że równa prawa ma wola i chęć innych. Kompromis jest ułatwiony, gdy jego konieczność narzucająca się sama przez się, urasta w zasadę szanowania innych, jako współobywateli. Współpraca wtedy jest łatwa i wola jednej strony nie sięga nigdy po laury dominowania coute que coute we wszystkich przejawach życia państwowego. Kompromis taki za pomocą wpływu, jaki przy sprawowaniu rządu ma zastrzeżony Prezydent Rzeczypospolitej, wprowadzić może stopniowo lekka ręka, a nie ciężka, która szybko idzie do przymusu.

Dlatego nie radzę się zatrzymywać na kandydaturach o wybitnie partyjnym zabarwieniu. Nie radzę stawiać przyszłego Pana Prezydenta Rzeczypospolitej w ciężki konflikt między obowiązkami, jakie ma w stosunku do wszystkich — i tylko do niektórych.

Zegnając się z Panami i zamykając księgę naszej wspólnej historii, pozwólcie mi Panowie wlać trochę ciepła do mego suchego przemówienia. Cztery lata życia mojego minęły — widzę wśród Panów niejednego, który w ciągu ubiegłych czterech lat wyciągał do mnie na chwilę lub na dłużej chętną i lojalną rękę pomocy. Chcę wyrazić serdeczną wdzięczność za tę pomoc i zapewnić, że w miętę wspomnieniu zachowam zawsze wszystkich tych, którzy przeszli ze mną choć chwilę razem po historycznej drodze — drodze piaszczystej i błotnistej, drodze, jaką w ostatnich dwóch latach przebyłem.

Przemówienie Naczelnika Państwa trwało około półtorej godziny, a miało charakter spowiedzi politycznej, a zarazem testamentu wielkiego męża stanu. Słowa padały niejednokrotnie jak grom, potężne swą treścią, a zarazem wzruszały szczerością człowieka, zbyt dumnego, aby oskarżać kogokolwiek i stwierdzającego tylko potworne warunki, wśród jakich pełnił swoją ciężką służbę Ojczyźnie wśród wydarzeń paru lat minionych. Naczelnik mówił spokojnie, choć czasami głos podnosił do rzadko słyszanej potęgi. Na sali panowała przez cały czas przemówienia martwa cisza.

Po ostatnich słowach Naczelnika wypowiedzianych głosem wzruszonym zebrani zbliżyli się do Niego, wielu ze łzami w oczach, ściskając Mu ręce.

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Rozruchy w Warszawie.

Czwartkowy *Temps* pisze, że rozruchy w Warszawie, o których podaje bliższe wiadomości dzisiejsze *Memento*, zostały stłumione, i że nie powtórzyły się następnego dnia.

Z życia Prezydenta Narutowicza.

W uzupełnieniu szczegółów z życia Prezydenta Narutowicza, ogłoszonych w ostatnim numerze, podajemy za «Wiadomościami Krakowskimi», że nowy Prezydent urodził się w Telczach (a nie Telszach, jak mylnie podaliśmy) na Żmudzi. Jest on autorem licznych prac z zakresu hydrauliki i pierwszorzędą powagą naukową na tem polu.

Nowy Prezydent jest wdowcem, ma dwoje dzieci. Mówi językami: polskim, francuskim, włoskim, hiszpańskim, niemieckim, rosyjskim i litewskim.

Aresztowanie mordercy Twerdochliba w Katowicach.

W tych dniach, jak donosi katowicki «Polak», ujęła tamtejsza policja śledczą jednego z morderców prof. Twerdochliba. Jest nim były jego sekretarz Dzikowski, który już raz był aresztowany we Lwowie, udało mu się jednak zbiedz z więzienia. Dzikowski prawie bezpośrednio po aresztowaniu zeznał, że po ucieczce z więzienia lwowskiego udało mu się dostać do Warszawy, gdzie na podstawie dokumentów, wystawionych mu w swoim czasie przez rząd Petruszewicza, wszedł w kontakt z misją sowiecką. Do Katowic przyjechał Dzikowski przed niespełną tygodniem i zamieszkał w hotelu «Central». Wedle zebranych poszlak spotykał się Dzikowski w Katowicach z agentem poselstwa sowieckiego w Berlinie, który miał mu ułatwić wyjazd za granicę. Przy aresztowanym znaleziono fałszywe dowody osobiste na nazwisko Sadowskięgo. Dzikowski będzie przewieziony do więzienia lwowskiego.

Polskość Kopernika.

«Kur. Pozn.» donosi: Profesor Uniw. Jagiellońskiego, historyk matematyki i astronomji, zasłużony badacz Kopernika, prof. Birkenmajer bawiąc niedawno w Toruniu, odkrył tam w archiwum miejskiem nowe nieznane dokumenty, rzucające światło na polskość Kopernika. Niemcy dokumentów tych strzegli zazdrośnie i ukrywali je przez czas panowania swego na Pomorzu, ażeby tylko zataić ostatnie dowody polskość Kopernika.

Niebawem prof. Birkenmajer dokumenty te opublikuje. Odkrycie to jest tembardziej na czasie, iż w dniu 19 lutego 1923 roku w Toruniu, jako miesiąc rodzinnym Kopernika, odbędzie się obchód uroczysty 450 rocznicy tego wielkiego Toruńczyka. W tym celu utworzył się w Toruniu Komitet uroczystości, ponieważ zaś równocześnie gotuje się do obchodu Uniw. Jagielloński, do Torunia przybył jego delegat prof. Birkenmajer i dokonał zjednoczenia obu Komitetów.

W Toruniu jest jeszcze domek, w którym urodził się i mieszkał Kopernik. Domek ten jest własnością pewnej Niemki, która mając zamiar przenieść się do Niemiec, chce dom swój sprzedać. Najlepszym uświadomieniem obchodu byłoby zakupienie domu rodzinnego Kopernika przez społeczeństwo polskie, w tym celu też należałoby rozpisac składki. Wszak trudno dopuścić, by dom rodzinny największej naszej chwały, którą szczyt się cały świat, stał się w rękach prywatnych przedmiotem spekulacji.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skuteczniejsza po najlepszym kursie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Pocztowe konto czekowe: Paris Nr. 336-38. 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Adres telegraficzny: Bankvarab, Paryż.
Telefon: Trudaine 42-48, 56-49, 66-78.

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 1 miliard 150 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały w Polsce: Warszawa (7 oddz. miejsk.), Baranowice, Biła podlaska, Białystok, Bielsk podlaski, Bielsk śląski, Brześć nad Bugiem, Chełm, Częstochowa, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Grodno, Kałuszyn, Kielce, Końskie, Korzec, Kowel, Kutno, Kraków, Krzemieniec, Lida, Lubartów, Lublin, Lwów, Łomża, Łódź, Łuck, Łuków, Luniniec, Międzyrzec, Natęczów, Ojców, Olkusz, Ostróg, Ostrowiec, Parczew, Piąsk, Płock, Podwołoczyska, Pułtusk, Radom, Radzyń, Równe, Sarny, Siedlce, Siemiatycze, Skarżysko, Słonim, Sokółów, Sosnowiec, Stanisławów, Stołpce, Suwałki, Ustroń śląski, Węgrów, Wilno, Włocławek, Włodawa, Włodzimierz Wołyński, Wołkowysk, Zamość, Zdobunów. — Filje w Brukseli, Antwerpii (Belgia) i Rotterdamie (Holandia).

Kasy wypłat: Poznań, Gdańsk, Bydgoszcz, Bytom, Toruń, Leszno, Kępno, Ostrów, Pabianice, Będzin, Kalisz, Mława, Piotrków, Radomsk, Sandomierz, Zawiercie, Zgierz.

PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCOJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* przesyła pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 5-7 dniach. BANK oprocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich.

Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich.

Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).*

ZE ŚWIATA

— Konferencja londyńska.

Konferencja w Londynie została przerwana i odłożona do pierwszych dni stycznia.

— Konferencja rozbrojenia w Moskwie.

Konferencja rozbrojenia w Moskwie została przerwana, gdyż Sowiety nie chciały się zgodzić na podpisanie aktu «O nie atakowaniu» wobec Polski i państw bałtyckich.

— Konferencja w Lozannie.

Konferencja w Lozannie została przerwana i podejście dalszą pracę po świętach Bożego Narodzenia.

Robotnicy polscy we Francji

Konferencja północnych Filij Związku Robotników Polskich we Francji.

W ostatni dzień roku, t. j. w niedzielę, dn. 31 grudnia 1922 r., odbędzie się w Douai (Nord) na sali estaminet'u Sedé. 48, rue Bellain, o godz. 10 rano, konferencja wszystkich Filij Z. R. P. we Fr., jakoteż i wszystkich innych Stowarzyszeń robotniczych polskich z Północnej Francji.

Uprasza się zatem Wszystkie Filje Z. R. P. we Fr. i Stowarzyszenia Robotnicze polskie o wysłanie na tę konferencję swych delegatów, a w razie niemożności przybycia o listowne zawiadomienie o tem niżej podpisanych prezesa lub sekretarza.

Wszystkie Zarządy Filijne, które dotąd nie opłaciły wkładek miesięcznych (w myśl ostatnich uchwał) proszone są o uiszczenie takowych na ręce podpisanego skarbnika w dniu konferencji przed zebraniem.

Uwaga. Wszystkie Filje, należące do Związku przed 1-ym lipca 1922 r., zobowiązane są płacić 25 cm. od członka miesięcznie. Od 1 lipca opłata wynosi 10 cm. od członka miesięcznie. Centralny Zarząd Związku Filijnego Robotników Polskich w północnej Francji (Douai).

Prezes: *Tomasz Andrzejewski*,
Sallaumines (Pas-de-Calais) 2, rue du Havre.

Sekretarz: *Jan Polerowicz*,
Lallaing (Nord) Coron du Nouveau Monde, 437.

Skarbnik: *Szczepan Napierata*,
Bruay (Pas-de-Calais) 2 rue de Constantine, Cité 4.

Gwiazdka w St-Etienne.

Filja Z. R. P. we Fr. w St-Etienne, urządza, jak co roku, obchód Gwiazdki, w pierwsze święto Bożego Narodzenia, w dzień 25 grudnia, dla swych członków. Po Gwiazdce odbędzie się przedstawienie teatralne, a następnie zabawa z tańcami.

Zwraca się uwagę, że podarki gwiazdkowe mogą członkowie odbierać tylko osobiście i je-

dynie nieobecność wywołana chorobą, uwalnia od tego.

Goście mile widziani.

Franciszek Dudziak, prezes Filji Z. R. P. w St-Etienne.

Niemcy grożą odebraniem Górnego Śląska

Przedwojenne Niemcy, dążące całym rozpędem do opanowania życia gospodarczego we wszystkich częściach świata, a wewnątrz u siebie do utworzenia z własnego kraju jednej wielkiej fortecy, najeżonej bagnietami, działami i pancernikami, ubezpieczonej lasem samolotów, miały daleko idące plany zgnięcia wszystkich sąsiadów i zdobycia panowania na całym świecie.

Zaborcze plany niemieckie, oparte na brutalnej sile przemocy i zasadzie «prawo przed siłą» wywołały wojnę światową. Dopiero nadludzki wysiłek Francji i jej sprzymierzeńców po czteroletnich zapasach rozgromił Niemcy i położył kres dotychczasowej ich potędze światowej.

Mimo poniesionej klęski na froncie, mimo przewrotu w kraju, usunięcia monarchji, mimo pozornego rozbrojenia przez traktat wersalski, Niemcy nie zmieniły się w rzeczywistości ani trochę. Żądza odwetu, żądza odebrania wszystkich straconych prowincyj i odzyskania wpływów na świecie, jest tam coraz silniejszą i coraz głośniejszą.

W miarę, jak zaciera się wspomnienia klęski na froncie, jak zapomina się o winowajcach przegranej, dawni przywódcy znowu zdobywają sobie autorytet i znaczenie w Niemczech powojennych. Byli pruscy generałowie są wszędzie przyjmowani z entuzjazmem, uroczyste obierani prezesami zjazdów i zebrań byłych wojskowych, a od takich organizacji aż się roi w każdym zakątku Niemiec.

Na Śląsku Opolskim n. p. w ostatnich czasach, rozmieszczono ochotniczy pułk «Selbstschutz» złożony z Bawarczyków i płatnych ochotników górnośląskich. Jest to reakcyjna organizacja, która walczy z republiką niemiecką i z polskością.

Dawne dążenia zaborcze, idee i plany odwetu przejawiają się coraz wydatniej w opinii niemieckiej, w prasie, na zebraniach, broszurach i pismach. Oto coraz częściej pojawiają się tam niemieckie publikacje, które zdradzają duszę obecnych Niemiec i demaskują plany na przyszłość.

Jest to t. zw. «literatura odwetowa». Wielką jej część poświęcają Niemcy propagandzie górnośląskiej. Idzie o to, aby w opinii niemieckiej szerzyć przekonanie o konieczności odebrania Polakom Śląska i złączenia go z powrotem w jedną całość pod berłem niemieckim.

Niedawno pojawiła się we Wrocławiu rewolwerowa broszura D-ra Fritza Kleinera pod tytułem «Der Fluch der Welt Demokratie» — «Die

Tragödie Oderschlesiens». Autor pisał ją stylem rewolwerowym, wyrazów nie dobierał. Rozdział pierwszy zatytułował: «Bandycka polityka ententy», drugi rozdział zajmuje się «fiaskiem demokracji», a w trzecim rozdziale autor rozprawia się z «wrogami prusactwa» na G. Śląsku. Ostatnimi wyrazami, jak «bandyci», «mordercy» i «włamywacze» nawymyślał Francuzom i Polakom oraz tym Górnoślązakom, którzy byli zwolennikami «niepodległego państwa śląskiego».

Broszurę napisał «dla młodzieży niemieckiej», dla tej młodzieży, która nie zapomina, która do śmierci zachowa niemiecką wierność. Młodzież ta nie spocznie, aż dla Górnego Śląska wybije godzina wyzwolenia. Ona nienawidzi wroga. Ona nie może przebaczyć.

Górny Śląsk, zdaniem autora, jest niemiecki i pozostanie znowu niemieckim. Naród niemiecki zmyje hańbę genewską. Nie chce porozumienia, nie chce pokoju. On porozumienie siłą wymusi. Niema wolności i siły niemieckiej bez walki. Naród niemiecki nie przestanie działać, aż wywalczy swoje prawo i odbierze z powrotem G. Śląsk Polsce.

«Walka o G. Śląsk — pisze Dr. Fritz Kleiner — jest częścią wielkiej walki Niemiec o swoją wolność, jest częścią zmagania się o niemiecki wschód, częścią obrony przed polskim zalewem. Krótko mówiąc kwestja górnośląska jest dalej dla Niemiec częścią wielkiego niemieckiego problemu o granice.

«Polski G. Śląsk, to ekspozytura francuskiej polityki na wschodzie. Wróg chce usunąć Niemców od granicy. Otóż naród niemiecki jest świadom swoich zadań na pograniczu niemiecko-polskim i zadania swoje spełni. W tej sprawie musimy sobie sami dopomóc, pisze Kleiner.

«Najlepszą jest droga samopomocy. Walka o G. Śląsk jest największym obowiązkiem narodu niemieckiego. Myślą tą powinien być ożywiony cały naród niemiecki. Naród ten musi skończyć z frazesami polityki pojednawczej, humanitaryzmu i t. d. Musi pracować nad tem, aby wszyscy kresowi Niemcy, wszyscy Górnoślązacy, stanowili jednoś narodową, stanowili jednolity prąd do walki odwetowej. Naród niemiecki musi wybudować mur graniczny, o który załamię się zalew polski. Musi on walczyć o każdy dom, o każdy kawałek gruntu, o każde gospodarstwo z Polakiem. Każdy Niemiec musi bez różnicy pochodzenia i partji, czuć się pionierem niemieczyny, zastępcą narodu niemieckiego.

Z kresów śląskich musi powiać w kierunku Niemiec świeży wiatr, który pobudzi cały naród niemiecki do pracy i do walki, aż godzina wyzwolenia wybije. Niemcy muszą pamiętać, że muszą cierpieć lub tryumfować, muszą być młotem albo kowadłem.»

Nie sposób przytaczać brutalnych napaści na Francuzów i na Polaków, zawartych w tej broszurze. Szło nam tylko o zwrócenie uwagi na coraz większą i głośniejszą propagandę przez Niemców w sprawie Górnego Śląska prowadzoną.

(Wiadomości Krakowskie.)

ROZMAITOSCI

O czym się dziadkom naszym nie śniło.

Jeżeli coś stanie się ciekawego w Japonii, Chinach czy Australji — pisma mogą, dzięki radiotelegrafji, już tego samego dnia podać o tem wiadomości. Wynik «derby» angielskiego przedstawiany jest w londyńskich kinematografach już w godzinie po ukończeniu wyścigu... Szybkość zaiste zawrotna.

Tymczasem dawniej inaczej bywało. Paryż dowiedział się o zwycięstwie Napoleona pod Austerlitz w 10 dni po bitwie. Zdobyte Algieru (dnia 5 lipca 1830 r.) wiadome było w Paryżu dopiero 13 lipca. Zachwył publiczności angielskiej w roku 1858 budziło to, że wiadomości z Indji otrzymywano tam już... po 25 dniach. Wiadomości te przesyłano z Kalkuty do Suezu okrętem, później telegrafowano je do Aleksandryi, potem kablem do Malty, z Malty do Sardynii, z Sardynii do Algieru. Z Algieru przez Marsylię i Calais do Dover, u. Dziś nietylko wiadomości, ale nawet osoba może przebyć odległość z Warszawy do Paryża w 18 godzin aeroplanem.

Rekord szybkości z Paryża osiągnął zwolennik sportu samochodowego p. Bequet, który odbył podróż z Paryża do Madrytu samochodem 11-konnym w ciągu 26 godzin i 28 minut, t. j. o 12 minut prędzej, niż pociąg pośpieszny.

Średnia szybkość samochodu wynosiła 44 i jedna czwarta mil ang. na godzinę.

Jeszcze kilkanaście lat temu uważano by za wariata tego, któryby twierdził, że kiedyś tak będzie.

Wiadomości Telegraficzne

Agence » Telegraphique de l'Est « Ajencja Telegraficzna Wschodnia » 8, avenue Montaigne.

● Wybór Prezydenta Rzeczypospolitej.

Zgromadzenie Narodowe zebrało się w sobotę, dn. 9 grudnia, o godz. 2 i pół po południu. Ogólna liczba członków Zgromadzenia (posłów i senatorów) wynosi 555. Z tej liczby przybyło 541. Według konstytucji Prezydenta wybiera się na 7 lat absolutną większością głosów. W braku absolutnej większości (278) następują dalsze głosowania, przyczem, począwszy od trzeciego głosowania, usuwa się kandydatów, którzy otrzymali najmniejszą ilość głosów.

Stanęło kandydatów pięciu, a mianowicie:

Maurycy hr. Zamoyski, poseł polski w Paryżu. Baudouin de Courtenay, profesor uniwersytetu w Warszawie.

Wojciechowski, były minister spraw wewnętrznych.

Gabrjel Narutowicz, minister spraw zewnętrznych.

Ignacy Daszyński, leader P. P. S., były wiceprezydent gabinetu.

Poszczególne głosowania dały wyniki następujące (w ostatnim numerze *Polonii* podaliśmy cyfry niedokładne za ajencją Havasa z prasy paryskiej).

1-sze głosowanie: Zamoyski 222, Wojciechowski 105, Baudouin de Courtenay 103, Narutowicz 62, Daszyński 49.

2-gie głosowanie: Zamoyski 228, Wojciechowski 152, Narutowicz 151, Baudouin de Courtenay 10, Daszyński 4.

3-cie głosowanie: Zamoyski 228, Narutowicz 158, Wojciechowski 150, Baudouin de Courtenay 5.

4-te głosowanie: Zamoyski 224, Narutowicz 171, Wojciechowski 146.

5-te głosowanie: Narutowicz 289, Zamoyski 227.

Wobec wyniku ostatniego głosowania (około godz. 8 wieczorem) wybrany został Gabrjel Narutowicz.

Po ogłoszeniu wyniku głosowania, zawieszono Zgromadzenie narodowe, poczem marszałek Sejmu, Rataj, marszałek Senatu, Trampeczyński, oraz prezydent gabinetu, Nowak, udali się do ministra Narutowicza, aby mu oświadczyć wynik wyborów i zapytać, czy wybór przyjmuje. Otrzymawszy odpowiedź twierdzącą, zawieźli ją o godz. 9 wieczorem do Zgromadzenia Narodowego.

● Konsulat polski w Jerozolimie.

Utwardszono w Jerozolimie konsulat polski. — Pierwszym konsulem został p. Adamkiewicz.

● Złożenie przysięgi przez Prezydenta Narutowicza.

Ceremonja złożenia przysięgi przez Prezydenta Narutowicza odbyła się w poniedziałek, dnia 11 grudnia.

Prezydent Narutowicz, w towarzystwie szefa protokołu, Stefana hr. Przeździeckiego, udał się do pałacu parlamentu, w powozie, eskortowanym przez dwa szwadrony szwoleżerów. Powitany przez senatora-sekretarza Senatu, nowy Prezydent wraz ze swą żoną wszedł na salę, gdzie obie izby znajdowały się, zebrane w Zgromadzenie Narodowe. Wejście Prezydenta powitano długotrwałymi oklaskami i okrzykami: Niech żyje Narutowicz!

Przewodniczący Zgromadzenia (marszałek Sejmu) zapytał Prezydenta, czy przyjmuje wybór. Odpowiedź twierdzącą powitało Zgromadzenie frenetycznymi okrzykami.

Następnie Prezydent Narutowicz złożył przysięgę na konstytucję. Wysłuchali jej członkowie Zgromadzenia Narodowego stojąco, a po złożeniu przysięgi urządzili Prezydentowi owację.

Po uroczystości, która trwała około 10 minut, Prezydent udał się do sali, zarezerwowanej dla ministrów, gdzie odebrał gratulacje od ciała dyplomatycznego, które było obecne na uroczystości.

Następnie Prezydent odjechał z tym samym ceremonjałem do pałacu Prezydenta Rzeczypospolitej.

● Deklaracja nowego Prezydenta Rzeczypospolitej.

Prezydent Rzeczypospolitej, G. Narutowicz, złożył przedstawicielom prasy następujące oświadczenie:

«Wobec ciężkich zobowiązań, jakie na mnie spadają, uważam za mą pierwszą powinność przestrzegać zasad sprawiedliwości i niezłomnej bezstronności wobec wszystkich obywateli bez różnicy. W wykonywaniu władzy zamierzam iść za radami mego poprzednika, Marszałka Piłsudskiego, starając się łagodzić tarcia między stronictwami, z zachowaniem równoczesnym wszelkiej niezależności od wpływów politycznych, a pozostając wiernym ideom republikańskim i demokratycznym.

W końcu Prezydent Narutowicz zaznaczył, że zamierza dotychczasowemu gabinetowi polecić zaraz po jego dymisji sprawowanie władzy aż do chwili utworzenia nowego rządu.

● Prasa warszawska o nowym Prezydencie.

«Wybór p. Narutowicza na prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej spotkał się z przychylnym przyjęciem ze strony francuskiej. Działalność p. Narutowicza na stanowisku ministra spraw zagranicznych, a zwłaszcza jego polityka nawiąskowa, oparta na przymierzu z Francją, jest we Francji zaszczytnie znana. Jesteśmy przekonani, że ta polityka pokojowa niewątpliwie okaże się w dalszej działalności pierwszego urzędnika Rzeczypospolitej. (*Journal de Pologne*).

111 Ciągnięcie Miljonówki

z dnia 9 grudnia

z koła wyszedł numer

4.894.862

KRONIKA

◆ Sprawozdanie likwidacyjne Stow. Polskiej Młodzieży Akademickiej «Grupa Członków Samopomocy».

W dniu 26 listopada b. r. odbyło się walne zebranie Stowarzyszenia przy udziale 36 osób. Sprawozdanie kasowe wykazało, że na wpływy Stow. złożyły się w czasie sprawozdawczym, to zn. od dnia 10 stycznia 1921 r. do dnia zebrania, składki członków zwyczajnych (fr. 309.59), zwrot pożyczek (fr. 273), dary jednorazowe i składki członków nadzwyczajnych otrzymane od następujących osób we frankach: pp. M. Mickiewiczówna 105, bar. Taube 200, dr. Motz 100, K. Gniewińska 150, Roux 100, dr. Klimowiczowa 10, D. Lee 120, s. p. M. Bochenek 110, Kasa Attaché do Spraw Wychodźczych 300, dr. Chądzyńska 20, L. Chmielińska 25, dr. Meyerczakówna 50, T. Chojecki 50, inż. St. Drzewiecki 100, J. Wielo-

wiejski 100, K. Halpert 100, inż. Sosnowski 20, M. Lewenfeldówna 562, dyr. Bornstein 100, dr. Bugiel 20, Stan. Szpotański 10, «Entraide Universitaire» franc. 530, N. N. 7, w sumie ogólnej fr. 2.889.

Wydano zapomóg na sumę fr. 3.484.

Po odczytaniu sprawozdań kasowego i z ogólnej działalności i Stowarzyszenia, zarząd ustępujący, a złożony ze skarbniczki kol. B. Monkiewiczówny i sekretarza kol. Stan. Koczorowskiego, zaproponował zebranym członkom likwidację istniejącego Stowarzyszenia o charakterze jedynie samopomocowym, założonego w r. 1915 na czas wojny, a którego ściśle ograniczony zakres działania przestał odpowiadać potrzebom przybywającej do Paryża polskiej młodzieży akademickiej. Na skutek uchwały przyjętej przez większość członków, Stow. «Grupa Członków Samopomocy» zostało w dniu tym oficjalnie rozwiązane, a powołana przez zebranych Komisja, zajęła się opracowaniem statutów nowego Stowarzyszenia.

Były Zarząd zlikwidowanego Stowarzyszenia korzysta z uprzejmej gościnności *Polonii*, aby wyrazić tu gorącą swą wdzięczność wszystkim członkom kolonii polskiej w Paryżu, którzy przez cały czas istnienia «Grupy» okazali jej żywe zainteresowanie, szczególnie w ciężkich a długich latach wojny, kiedy niejedyn z pozostałych na obczyźnie studentów, walczył nieomal z głodową śmiercią.

Wdzięczność ta w szczególności należy się p. Marji Mickiewiczównie, baronostwu Taube, Dr. Motzowi i p. Małgorzacie Lewenfeldównie, którzy światłą radą i znacznymi zasiłkami pieniężnymi ułatwili w mierze ciężkie często zadanie Zarządu Stowarzyszenia.

◆ Gwiazdka dla Działwy polskiej w Paryżu.

We środę, dn. 13 b. m., u hr. Maurycej Zamoykiej, małżonki posła, odbyło się posiedzenie organizacyjnego Komitetu Pań. Hrabina Zamoyka, jako przewodnicząca, oświadczyła, że tymczasem składki na Gwiazdkę wpływają w niedostatecznej ilości i prosiła o jaknajenergiczniejsze zajęcie się sprawą, aby i w tym roku, jak lat ubiegłych działwa polska mogła być należycie obdarowana. Wszystkie panie przyrzekły swoje poparcie, my zaś ze swej strony zwracamy się, w imieniu działwy polskiej, do wszystkich Rodaków z gorącą prośbą, aby pośpieszyli z ofiarnością i nadsyłali datki w pieniądzu i w naturze na ręce pani M. Szawklisowej (15 rue de l'Arc de Triomphe).

Z powodu przeoczenia przy korekcie zostało u nas przepuszczone nazwisko pani Szurowej, która jest czynnym członkiem Komitetu Organizacyjnego Obchodu Gwiazdki.

◆ Osobiste.

Dowiadujemy się z prawdziwą radością, że p. dr. Bolesław Motz, po krótkiej, ale ciężkiej chorobie, jest na drodze do zupełnego wyzdrowienia.

◆ Osobiste.

Bawił w Paryżu p. S. Binental, urzędnik departamentu Sztuki przy ministerjum Oświaty, znany muzyk i sprawozdawca muzyczny pism polskich i francuskich.

◆ Festival Cezara Francka.

W sobotę, dnia 23 b. m., o godz. 4 popołudniu odbędzie się w sali Pleyela, 22 rue Rochecouart (métro Cadet) festiwal ku czci Cezara Francka. Program obejmuje między innymi dziełami Francka: Les Béatitudes i Rédemption.

Między wykonawcami spotykamy słynną śpiewaczkę, p. Zuzannę Jackowską d'Astoria, stałą inicjatorkę koncertów poświęconych dziełom nieśmiertelnego kompozytora oraz p. Irenę Lipską tancerkę, laureatkę Dalcroza.

Bilety za zaproszeniami (po 5 i 3 fr.) można otrzymać w sali Pleyela, oraz u p. Z. d'Astoria, 26 rue Washington.

◆ Poszukuje się.

P. Jan Wojtkowiak (Chambon-Feugerolles, puits Florard-Loire) poszukuje Józefa Bączyka (rodem ze Zbęczów, lat 20, wzrostu wysokiego, bruneta), który przybył do Francji z Westfalji.

◆ Sprostowanie.

W nr. 47 *Polonii*, z dnia 18 listopada r. b. podaliśmy wzmiankę, że w lokalu Sokoła grono Polaków, studujących ogrodnictwo, podejmowało profesora Edmunda Jankowskiego. Otóż na tem przyjęciu p. Ostrowski przemawiał nie imieniem Sokoła paryskiego (bo nawet tymczasem nie jest druham) tylko jako prezes Stowarzyszenia Ogrodników Polaków we Francji.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

44-ta Lista górników polskich przybyłych do Francji z Polski i Niemiec, głównie z Westfalji

Zostali przydzieleni:

Do kopalni w Lens (Pas-de-Calais) w dniach 5, 16 i 17 listopada.

Leon Stranchman (Pelagja, 1 s., 1 c.).
Jan Sołtysiak (Rozalja, 1 s., 4 cc.).
Jan Sołtysiak (Marjanna, 1 c.).
Stanisław Skalecki (Marjanna, 2 ss., 1 c.).
Jan Urbaniak (Marja, 2 ss., 2 cc.).
Stanisław Stanek (Jadwiga, 1 s.).
Michał Rudnicki (Barbara, 1 ss., 2 cc.).
Leopold Zakrzewski (Marjanna, 2 ss., 2 cc.).
Maciej Nowaczyk (Stanisława 1 s. 1 c.).
Franciszek Dzikowski (Rozalja, 1 s., 1 c.).
Tomasz Finka (Marja, 3 ss., 2 cc.).
Bernard Kapicki (Helena, 1 s., 1 c.).
Franciszek Goździaszek (Józefa, 3 ss., 2 cc.).
Stanisław Bruzi (Stanisława, 1 c.).
Wawrzyn Dobrowolski (Agnieszka, 2 ss., 2 cc.).
Michał Terak (Marja, ss. 9, 2, c. 7).
Antoni Bartkowiak (Józefa, ss. 13, 6, cc. 16, 9).
Andrzej Szymański (Rozalja, 4 ss., 2 cc.).
Franciszek Piasek (Antonina, 2 ss., 1 c.).
Marcin Kaszkowiak (Michalina, 2 ss., 2 cc.).
Michał Ciesieteki (Marjanna, 3 ss., 1 c.).
Jan Krygiel (Anna, 1 c.).
Wincenty Pajer Franciszka, s. 14, c. 16).
Ludwik Apolinarski (Jadwiga, 2 cc.).
Ignacy Materba (Ludwika).

Bez rodzin:

Piotr Apolinarski, Wacław Patka, Franciszek Bartkowiak, Józef Ciesielski, Franciszek Kaszkowiak, Ignacy Piasek, Antoni Dobrowolski, Andrzej Szymański, Wawrzyniec Kucharski, Kazimierz Kupka, Wacław Kucharski.
Razem górników 36, osób 134.

Do kopalni w Terres Rouges (Moselle) w dniu 17 listopada.

Bez rodzin:

Jan Derda, Stefan Sikorski, Jan Suty, Jan Wawrzyniak, Piotr Forbus, Wiktor Lisiecki, Piotr Krause, Jan Sobota, Józef Steinert, Franciszek Śliwa, Stanisław Szczur.
Razem 11.

Do kopalni w Trelys (Gard) w dniu 16 listopada.

Wincenty Przybylski.

Do kopalni w Roche-la-Molière (Loire) w dniu 15 listopada.

Jan Wojcieszynski.

Do kopalni w Béthune (Pas-de-Calais) w dniu 6 listopada.

Roch Pogorzalczyk (Magdalena, 1 s., 3 c.).
Franciszek Stermala (Franciszka 1 s.).
Jan Banach (Agnieszka, 1 s., 1 c.).
Franciszek Pudziński (Marja 1 s., 1 c.).
Tomasz Henclik (Marja, 2 ss., 3 cc.).
Stanisław Jaworowski (z rodzicami, 1 s.).
Antoni Ratajczak (Antonina, 2 ss., 3 cc.).
Jan Frądsiak (Wiktorja, 2 ss., 2 cc.).
Piotr Tupajka (Marja, 2 ss.).
Kazimierz Najletz (Michalina, 1 s., 2 c.).
Józef Kostrzewa (Stanisława, 5 cc.).
Józef Glinkowski (Magdalena 1 s., 2 cc.).
Stefan Kaczmarek (Marjanna, 1 s., 6 c.).
Wawrzyn Bandurski (Jadwiga, 4 c.).
Andrzej Sierecki (Franciszka, 3 s., 1 c.).
Wojciech Bandurski (Anna, 2 s. 2 c.).
Józef Rapior (Rozalja, 1 s.).
Ludwik Sternadel (Anna, 4 s. 1 c.).
Andrzej Walkowiak (Stanisława, 2 s. 1 c.).
Antoni Osicki (Marja, 5 s., 1 c.).
Jan Kosmala (Anna, 2 s., 1 c.).
Wojciech Osieglowski (Władysława, 1 s., 2 c.).
Wojciech Zielński (Anna, 2 s. 1 c.).
Karol Fryder (Zofja, 2 s. 4 c.).

Bez rodzin:

Michał Pawlak, Maksymilian Krocki, Andrzej Kapioz, Franciszek Henolik, Franciszek Pawlak, Walerjan Kaczmarek, Jan Henclik, Stefan Kostrzewa.
Razem górników 32, osób 143.

Dr Medycyny

FRANCISZEK BRABANDER

b. ekstern szpitali m. Paryża

przyjmuje rano od 11 do 12

i popoł. od 3 do 7

CHOROBY WEWNĘTRZNE,

SKÓRNE I WENERYCZNE

Ceny Specjalne dla Robotników

10, rue du Château-d'Eau, I piętro
(métro République)

Potrzebna

Polka Daktylografka,

znająca stenografię francuską

na wyjazd na prowincję.

Zgłoszenia: Comité Central des Houillères de France, biuro inżyniera p. Malinowskiego, 35, rue St. Dominique, Paryż.

Pierścionek złoty męski

z 2 brylantami i dużym szmaragdem do sprzedania.

Zgłoszenia do POLONII dla J. T.

Do kopalni Bruay (Pas-de-Calais) w dniach 15 i 16 listopada

Franciszek Wróblewski (z teściem, Leokadja, ss. 15, 13, 10, 6, 4, 3, 1, c. 11).

Bolesław Siemiński (Anna, c. 6).

Franciszek Sześciński (Katarzyna).

Franciszek Niklikowski (Anna, cc. 20, 18, 14, 9, 4).

Wojciech Kubis (Stanisława, ss. 15, 13, cc. 12, 8).

Stanisław Frąckowiak (Marja, ss. 13, 4, cc. 11).
Andrzej Szytura (Antonina, ss. 13, 10, 8, cc. 16, 15).

Antoni Kaczka (Marja, ss. 16, 3, cc. 15, 10).

Józef Redmann (Jadwiga, s. 3, c. 1).

Paweł Reiner (Marja, ss. 8, 5, c. 3).

Józef Krzyszewski (Marjanna, ss. 3, 6, c. 2).

Bez rodzin:

Konstanty Szczygłowski, Stanisław Owsiany, Augustyn Formela, Kazimierz Lerczak, Roman Jeliński, Teofil Szczygłowski, Antoni Rehreudt, Józef Kubis, Bernard Jędrzejewski, Józef Paszkot, Wojciech Hejno, Franciszek Pluta, Władysław Reszke.
Razem górników 24, osób 15.

OSTATNIE WIADOMOŚCI

Marszałek Piłsudski wprowadził p. Gabryela Narutowicza w czynności Prezydenta Rzeczypospolitej, we czwartek, d. 14 grudnia.

Maurycy hr. Zamojski, poseł polski w Paryżu, kontrkandydat p. Narutowicza, przesłał na ręce tego ostatniego następującą depezę:

«Zechce Pan przyjąć, Panie Prezydencie, me szczere gratulacje z okazji Pańskiego wyboru wraz z najgorętszymi życzeniami wydajnej pracy dla pomyślności i szczęścia Ojczyzny.

W odpowiedzi na poniedziałkowe manifestacje antyrządowe, robotnicy w Warszawie i okolicy ogłosili na wtorek strejk powszechny, który odbył się w zupełnym spokoju. Strejk ten zakończył zajścia, które się zdarzyły po wyborze nowego Prezydenta.

Spokój panuje wszędzie, a nowy minister spraw wewnętrznych, p. Darowski, przedsięwziął energiczne środki, aby stłumić wszelkie usiłowania rozruchów, a równocześnie wydał odezwę do publiczności, wzywając ją do zachowania spokoju i poszanowania praw konstytucji.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 03-45

Wykonuje wszelkie druki polskie. Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe. Broszury. Formularze. Zaproszenia. Książki, etc. etc.

Na ządanie, przeprowadza sama korektę polską

Tel. Trudaine 54-68.

SAVOYS SOUPERS

OBIADY — KOLACJE

Open all night. Ouvert toute la nuit. ::
Otwarte całą noc. ::

Orkiestra cygańska-Tańca-Spiewy.

OBIADY à prix fixe i à la carte

z winem i kawą po 18 franków.

Dyrektor CHARLY. 73 rue Pigalle.

Compagnie Générale Transatlantique

PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostalki

dla podróżujących I^{ej},

II^{ej} i III^{ej} klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Blizszych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

POLSKA FABRYKA MEBLI

Artystycznych we wszystkich

STYLACH

Małachowski

45 i 47 rue de Reuilly — Paryż (XII^e)

(métro Reuilly)

Wielki wybór na składzie.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

(koło nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów.

Przechowywanie i przerabianie futer.

Ceny umiarkowane, w sezonie letnim znacznie niższe.

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż, dnia 14 grudnia 1922.

Funty angielskie.....	64 fr. 50
Dolary ameryk.....	13 fr. 92
Franki belg.....	92
Franki szwajc.....	2 fr. 64, 25
Marki niem.....	0, 18, 75
Korony czeskie.....	42, 80
Leje rumuńskie.....	8, 45
Korony austr.....	0, 02, 1
Liry włoskie.....	70
Marki polskie.....	0, 09
Banknoty.....	0.8 1/2
Czeki na Warszawę.....	0.8 — 0.9
Tysiąc marek polskich.....	0 fr. 80